

Seul l'exposé prononcé fait foi



Un pacte de confiance et de croissance pour la Suisse

Dans l'exposé qu'il a prononcé devant la Société zurichoise d'économie, le président d'economie suisse, Ueli Forster, plaide en faveur d'un nouveau pacte de confiance et de croissance.

Le président d'economie suisse voit principalement deux problèmes dans l'économie de notre pays : la perte de confiance et le problème de croissance. Les deux aspects étant liés, il faudrait les aborder de front. L'orateur entend donner des impulsions propres à surmonter cette situation insatisfaisante et à créer l'esprit d'entreprise et la volonté politique nécessaires.

La confiance, facteur de cohésion dans une société libérale

La confiance est un élément absolument déterminant, tant du point de vue économique que social, dans une société économiquement prospère et libérale. Car de nombreuses variables économiques évoluent en fonction des attentes. En d'autres termes, leur évolution positive dépend largement de la confiance des acteurs économiques.

Ueli Forster est d'avis que la crise de confiance qui s'est amplifiée depuis deux ans n'est pas imputable à la mentalité de joueur, à l'appât du gain de quelques managers, aux mauvaises performances des entreprises ou à des faillites spectaculaires. Il juge les causes bien plus profondes. Cette crise est l'expression d'espoirs déçus quant à l'évolution de la conjoncture, à celle du revenu librement disponible des individus ainsi qu'à la frustration qu'engendre le fait de ne pas maîtriser nombre de phénomènes. Il faut ajouter à ce tableau les nombreuses craintes qui habitent les citoyens par rapport à notre système social et à la mondialisation.

Il n'est pas possible de débloquer une telle situation au moyen de programmes conjoncturels ou d'impulsion étatiques. Et ce ne sont surtout pas les prévisions conjoncturelles régulièrement trop optimistes qui vont y contribuer. Il y faut des ingrédients plus solides et plus durables. Monsieur Forster sait que les défaillances des entreprises et les dérapages moraux qui se sont

malheureusement produits également dans certaines entreprises suisses ont, au regard de bien des personnes, pesé plus lourd que les difficultés conjoncturelles, sociales et politiques relevées ci-dessus. C'est pourquoi l'aspect le plus important pour l'économie libérale porte aujourd'hui sur la manière de traiter les erreurs de management et de remédier aux défaillances des entreprises.

La réalisation de bénéfices demeure un principe central de notre système économique, car elle est à l'origine d'impulsions indispensables en matière d'innovation, d'initiative et d'efficacité. La phrase célèbre de Samuel Gompers est toujours d'actualité : « Le plus grand crime qu'un entrepreneur puisse commettre est de ne pas réaliser de bénéfice ». Mais ce bénéfice doit être réalisé dans le respect des règles de la morale. L'économie n'a pas besoin d'élaborer un nouveau canon de valeurs, il suffit qu'elle cultive des vertus telles la correction, l'honnêteté et les égards. Ces valeurs devraient devenir la référence générale en matière de moralité.

Même si le public a l'impression que les erreurs et défaillances sont inhérentes à la nature de certaines grandes entreprises, il ne faut pas perdre de vue les quelque 300 000 d'entre elles qui, pour la plupart, fournissent un excellent travail et fonctionnent « normalement ». Économie et moralité sont donc parfaitement compatibles. C'est pourquoi l'orateur s'oppose résolument aux chasses aux sorcières susceptibles de répandre le soupçon sur toute personne ou presque exerçant une responsabilité économique. Dans l'intérêt du bon fonctionnement de notre système de milice, il devrait être possible à l'avenir de cumuler une double fonction, politique et économique. De nombreuses innovations dans l'économie et la société ont pour origine la collaboration et le fonctionnement en réseau, ce qui parle clairement en faveur du système de milice. M. Forster s'en prend au fait que les erreurs de certaines entreprises et de certains managers sont immédiatement interprétés comme un échec du système. En même temps, le président d'économiesuisse lance un avertissement : les défenseurs de l'économie de marché ont une responsabilité particulière dans la mesure où les valeurs ne revêtent d'authenticité que si elles sont vécues plutôt que simplement proclamées.

La confiance est donc un élément essentiel, non seulement sur un plan économique sectoriel, mais aussi au niveau macro-économique. Or, bien souvent, on ne veut pas le voir. En tant que facteur social de production, la confiance produit d'importants effets externes positifs dans une société. D'une part, elle influence positivement la conjoncture et la croissance, d'autre part, elle contribue au bon ordre de l'économie et à la stabilité de la société. Le Code suisse de bonne pratique pour le gouvernement d'entreprise, publié récemment par economiesuisse, va également dans ce sens. Le but est d'assurer l'autorégulation du sous-système de l'entrepreneuriat en matière de capacité de décision, d'efficacité, de transparence et de contrôle tout en soutenant en même temps les mécanismes de marché. Ainsi, le gouvernement d'entreprise s'étend également aux questions d'organisation, de répartition des richesses ainsi que de mentalité et d'éthique. L'orateur est conscient qu'il ne

suffit pas de publier un tel document, mais qu'il faut s'efforcer de le mettre en œuvre. Dans cet ordre d'idées, economiesuisse se dit prête à soutenir l'initiative « Pacte mondial » (Global Compact) du Secrétaire général de l'ONU.

La Suisse a un problème de croissance

Depuis les années 90, l'écart entre le revenu de la Suisse et celui d'autres pays s'est sensiblement resserré. En effet, depuis les années 70, l'économie suisse enregistre presque chaque année une croissance inférieure à celle d'autres pays industrialisés, sans parler des pays seuils ou en transition. Sa productivité moyenne a accusé un recul particulièrement marqué. Il serait insensé de se consoler à l'idée que l'homme ne vit pas des taux de croissance, mais du produit national absolu. Cela reviendrait à se jeter de la poudre aux yeux et à entretenir l'illusion dangereuse que l'on peut continuer comme par le passé.

Avant de réformer la politique économique, il faut poser un diagnostic clair. M. Forster observe à cet égard que, en comparaison internationale, les conditions générales économiques de la Suisse se sont détériorées au cours des dernières années malgré quelques améliorations au niveau de la politique économique. Bien que la Suisse ait obtenu de bons résultats en matière d'exportation dans les années 90, elle n'a pu développer de dynamique interne. Les causes de cette évolution peu satisfaisante sont notamment les hausses successives de la quote-part de l'Etat et de la quote-part fiscale, une politique monétaire trop restrictive, des ajustements structurels en réponse à la crise immobilière, le manque d'ouverture des marchés d'infrastructure qui entrave l'innovation et la multiplication insidieuse des règlements dans de nombreux domaines de l'économie. Selon une étude de la Banque mondiale qui s'est attachée à examiner les obstacles législatifs et autres à la création d'entreprise dans 75 pays, la Suisse obtient un score particulièrement mauvais.

L'économie suisse, une économie qui a déjà atteint une certaine maturité, a peu de chances de figurer un jour dans le classement international des pays ayant la plus forte croissance. Elle doit néanmoins être capable d'exploiter pleinement son propre potentiel. Aujourd'hui il est urgent d'agir. Et, aussi divergentes les propositions soient-elles, personne ne conteste que les facteurs principaux déterminant la croissance, qui découlent en première ligne de la qualité et de la quantité des facteurs de production, sont les investissements dans le capital humain, les investissements dans la recherche-développement et les investissements dans les entreprises. S'ajoutent à cela les conditions générales économiques, sachant que d'autres variables influent également sur la croissance, comme le taux d'endettement de l'Etat, les dépenses de l'Etat, les impôts et les dépenses sociales ainsi que la politique sociale. Enfin, les caractéristiques structurelles, à l'exemple du degré d'ouverture d'une économie et la rigidité du marché, ont une incidence importante sur les marchés de biens et de facteurs lorsque l'on compare les

différences de croissance au niveau international. Ainsi, une politique économique visant à promouvoir la croissance doit en premier lieu se concentrer sur les domaines qui influencent directement ou indirectement l'accroissement de la productivité. Sont concernées les politiques de la formation et de la recherche, les politiques financière et fiscale, la politique sociale et la politique en matière d'infrastructures.

Conclusion

Enfin, M. Forster indique que ses propositions ne sont pas totalement nouvelles. Il se voit plutôt dans le rôle de Caton avec son « ceterum censeo » se plaisant à rappeler ce qui a déjà souvent été débattu et exigé par le passé, mais qui n'a pas été mis en œuvre ou seulement partiellement. Il pense toutefois que la situation s'est dégradée : d'une part, au vu des défis à venir et, d'autre part, en raison du fait que nous vivons depuis un certain temps déjà sur nos acquis. L'obstacle n'est pas le manque d'idées, mais la couardise de la politique qui recule devant les décisions douloureuses et les réformes impopulaires. « Ce n'est pas parce que c'est difficile que nous n'osons pas, c'est parce que nous n'osons pas que c'est difficile » (Sénèque).

(Le discours de M. Forster contient des informations détaillées sur les différents domaines politiques.)

* * *